

Laboratoire sur le sentiment d'insécurité :

A la croisée de multiples acteurs, de territoires et de dynamiques de participation citoyenne

Trace et analyse de la première journée d'échanges
entre Amay, Bruxelles-Ville, Charleroi, La Louvière et Mouscron

20 septembre 2007

Au cours de nos échanges, nous avons abondamment abordé le sentiment d'insécurité en le mettant en lien avec nos différents contextes.

Chacune des villes a bien une perspective commune et des questions qui les animent, avec une urgence plus ou moins grande selon les cas. Comment impliquer les différentes personnes et les différents groupes qui ont à vivre ensemble et parfois avec difficulté ? Est-ce qu'un meilleur dialogue permet de faire cohabiter harmonieusement les différents usages de l'espace public, et dans ce cas, comment l'établir ? Comment mobiliser les élus, les motiver, sans courir le risque de jouer le jeu de la démagogie ? Sur quelle échelle de territoire doit-on agir selon les problèmes que nous rencontrons ?

Cependant, un manque de connaissance de la thématique strictement « sécuritaire » impose une certaine réserve. Sur ces sujets, les ressentis de chacun servent fréquemment de modèle, et les difficultés à les questionner empêchent le plus souvent de résoudre des situations de crispations. C'est pour cette raison que nous ne souhaitons pas donner de recette et moins encore nous placer comme des experts qui auraient un dernier mot sur les bonnes façons d'affronter l'insécurité à l'aide de

dispositifs de participation. Nous savons encore que toute mise en œuvre de démarche publique a ses défauts. Il faut donc principalement maintenir en questionnement ce que l'on a pu entamer, même au coût d'un inconfort et d'une impression de patinage.

Dans ce texte, l'équipe d'accompagnement Periferia essaie surtout de rendre les éléments qui sont apparus au cours de nos échanges. Nous en proposons une organisation qui devrait permettre aux villes de s'orienter avec davantage d'éléments dans la mise en œuvre d'une certaine participation au sein des dispositifs qu'elles mettent en place. Nous espérons aider à avancer dans une invention de nouvelles façons de vivre ensemble, sans qu'elles occultent les difficultés, mais en apportant des réponses collectives, à l'image des raisons collectives qui les ont entraînées.

Un trait commun : la participation comme dialogue

Une volonté de rétablir les dialogues...

Dans l'ensemble des projets, il semble important de renouer un contact entre

Laboratoire sur le sentiment d'insécurité :

A la croisée de multiples acteurs, de territoires
et de dynamiques de participation citoyenne.

différents acteurs qui ne communiquent pas ou communiquent mal. Cette méconnaissance entraîne une certaine appréhension, une méfiance entre eux. Elle est source d'insécurité dans la mesure où l'on ne connaît pas les réactions potentielles des autres et on suppose qu'elles peuvent être relativement adverses, défensives ou agressives. Dans un tel cas de figure, les groupes auxquels on attribue ces réactions se sentent injustement stigmatisés. Par ailleurs, ceux qui craignent des comportements agressifs se sentent injustement menacés. Les deux parties se trouvent donc dans une situation d'inconfort qui fait de l'espace public un lieu de ressentiment.

Quel rôle pour la participation ?

Dans ce cadre, la participation est envisagée comme l'établissement d'un dialogue entre ces groupes, afin qu'ils s'expliquent les uns aux autres et puissent reconstruire les règles d'un vivre ensemble plus harmonieux.

Et dans nos villes ?

Au Bois du Luc entre communautés et entre populations locales et visiteurs.

A Houdeng entre résidents âgés et groupes jeunes, entre anciens et nouveaux résidents du quartier

Au square Léopold entre tous les types d'usagers du parc et surtout entre des jeunes qui « squattent » l'espace et des personnes âgées qui s'isolent dans un pavillon de verre.

A Mouscron entre les habitants locaux et les usagers du week-end.

A Amay : prévention de tensions éventuelles entre les résidents actuels et les futurs habitants

... et donc, une nécessité de mobiliser toutes les parties

Cependant, pour qu'un dialogue puisse entraîner des évolutions positives, il faut que tous les protagonistes agissant dans et sur l'espace public soient présents et puissent contribuer à produire des solutions qui incluent l'ensemble des opinions. Il s'agit alors d'identifier des manières de mobiliser les différents publics. Ceci est d'autant plus difficile dans le cas où les publics à mobiliser sont ceux qui semblent effectivement poser problème, comme dans le cas de rassemblements de jeunes par exemple.

Deux axes peuvent être travaillés :

1) On peut jouer sur la manière d'apparaître ou d'aller vers les gens dans cet espace public pour qu'ils entrent dans la discussion : 'annonceurs' mobiles, pancartes, expositions de rue sont autant de manière d'attirer l'attention des gens. L'enquête ou les conversations de rue, le porte à porte sont d'autres façons de toucher ceux qui passent moins ou ne restent pas dans les espaces publics.

2) Comme la participation ne se décrète pas, on peut aussi essayer d'agir sur l'intérêt des différentes personnes concernées à intervenir dans un débat. La discussion de budgets ou la simple présence de personnes au pouvoir d'influence reconnu, telles que les élus, introduisent des enjeux dans le débat et permettent de qualifier l'espace de concertation aux yeux des acteurs.

Et dans nos villes ?

A Mouscron

Comment faire pour que les cafetiers s'impliquent dans une réflexion collective autour de la consommation abusive d'alcool?

Comment capter la parole des usagers français qui transitent et influencent l'atmosphère de

Laboratoire sur le sentiment d'insécurité :

A la croisée de multiples acteurs, de territoires et de dynamiques de participation citoyenne.

certains espaces de la ville ?

A Charleroi

Comment amener les groupes « jeunes » autour de la table pour discuter avec les autres des manières de rendre le quartier plus agréable pour tous ?

A Laeken

Comment mobiliser les élus et le faut-il ? Quels habitants prendront part à la discussion ?

Des compétences et des influences qui ne se discutent pas

Identifier des problèmes et les compétences adéquates

Le sentiment d'insécurité est la plupart du temps à rattacher à des causes multiples (difficultés économiques, espace public désinvesti, frictions entre populations...). Par conséquent, les solutions, les compétences et les acteurs mobilisés sont souvent aussi très divers.

Comment faire si nous ne sommes pas en mesure de relayer les fruits des dialogues et des débats vers les niveaux de compétences qui peuvent mettre en œuvre ces solutions ? Comment peut-on identifier et impliquer les organes de décisions des échelles de territoires concernées alors que les dynamiques de participation sont généralement perçues comme locales ?

Quel rôle pour la participation ?

Les dispositifs de participation peuvent mettre en présence des acteurs dont les compétences ne se croisent pas nécessairement. La présence des citoyens motive un rassemblement inédit entre ces différentes compétences. Par conséquent, ces espaces de dialogue résultent le plus souvent en un effort de décloisonnement des services et des différents niveaux de pouvoir.

Cependant, il peut être important de clarifier d'entrée de jeu les compétences présentes dans le dispositif, afin de ne pas créer d'expectatives qui puissent être frustrées au cours du processus. Ces frustrations discréditeraient à ce moment l'intérêt de se rassembler et de participer aux espaces de dialogue ou aux différentes initiatives mises en œuvre dans le cadre de nos projets.

Par ailleurs, en expliquant ces limites, il faut autoriser leur questionnement. Sinon, on se trouve dans une position où l'on établit des limites de manière unilatérale, ce qui disqualifie tout autant les processus participatifs.

Et dans nos villes ?

Mouscron est face à un problème de consommation d'alcool durant les week-ends. Mais il s'agit principalement de Français qui apprécient la qualité des fêtes belges.

A Amay, lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des « Assises » de la qualité de vie, le fait-on à l'échelle du quartier ou de la commune ?

A Charleroi, une collaboration étroite entre éducateurs de rue et médiateurs pourrait influencer la cohérence des décisions face aux enjeux du terrain dès lors mieux identifiés.

Des influences à clarifier

Souvent nous avons affaire à des espaces physiques qui évoluent suivant des décisions qui n'appartiennent ni à des logiques strictement politiques, ni strictement administratives et rarement inspirées des opinions formulées par les usagers.

En effet, des lobbys économiques peuvent jouer un rôle dans les décisions ; les décisions basées sur des données techniques recouvrent la plupart du temps une dimension politique. Ces espaces peuvent encore évoluer selon des conceptions esthétiques de paysagistes, des habitudes

Laboratoire sur le sentiment d'insécurité :

A la croisée de multiples acteurs, de territoires et de dynamiques de participation citoyenne.

techniques d'urbanistes ou simplement des projets d'architectes.

Dans tout ces cas, la population a peu de prise sur le devenir de son espace et peut éprouver des difficultés à s'y ressentir chez soi et à trouver le confort de la sécurité.

Ces décisions présentent généralement un intérêt pour une partie limitée des usagers. Mais ceux qui apparaissent de fait et occupent l'espace, le revendiquent voire l'envahissent, sont souvent peu influents dans les évolutions effectives. Une des interprétations possibles de cette occupation massive, voire exclusive, serait qu'une telle impuissance de fait entraîne une volonté de conquête localisée. Ils ré exerceraient dans les interactions un pouvoir dont ils sont effectivement exclus au niveau des décisions.

Quel rôle pour la participation ?

L'idée de mettre en place des dispositifs de participation citoyenne doit permettre que ces décisions soient partagées. Ils doivent redonner aux usagers d'un espace commun, la possibilité d'exercer une influence sur les décisions qui concernent cet espace.

Dans tous les cas, ces dispositifs peuvent permettre d'explicitier comment l'espace public évolue, en fonction de quels critères et vers quel avenir.

Par ailleurs, cet effet fonctionne souvent au-delà de la volonté explicite des pouvoirs publics ou des promoteurs de l'action participative. En effet, chaque rencontre est une occasion pour les citoyens d'échanger entre eux des informations sur ces prises de décisions et de créer une sorte de connaissance commune de leur quartier et des influences qui s'y manifestent.

Pour les groupes qui ressentent une exclusion par rapport aux évolutions de leur environnement, les dynamiques participatives sont généralement l'occasion d'exprimer, et parfois dans un certain foisonnement, les souhaits et frustrations ressenties. Si l'on pousse la logique jusqu'au

bout, ils devraient pouvoir reprendre part à ces influences. Cependant, cela suppose que les espaces participatifs aient également une capacité d'influence sur les décisions, ce qui demande un temps de mise en œuvre et un ensemble de facteurs qu'il faut parfois longtemps pour réunir.

Et dans nos villes ?

A Amay, la politique de lotissement galopante pourrait faire naître une cité-dortoirs, investie massivement par des populations d'ailleurs et cloisonnée par rapport à la ville et à ses habitants.

Ces fameux jeunes

Dans plusieurs contextes, la problématique des jeunes et de l'usage qu'ils font de l'espace public a été citée comme facteur d'insécurité, sans que l'on ne sache ni comment les atteindre, ni dans quelles mesure la participation citoyenne pouvait entraîner un quelconque changement à leur égard.

Un espace public à entretenir

L'importance de l'apparence de l'espace public

Dans de nombreux récits des villes, les données physiques du territoire - illumination, état du mobilier urbain, ruelles dont la vue est obstruée - sont des facteurs influençant le sentiment d'insécurité.

Quel rôle pour la participation ?

Elle permet d'identifier avec clarté les données du cadre physique qui posent problème. Selon l'influence des dispositifs sur les espaces de décision urbanistique, elle permet d'envisager des solutions qui vont au-delà de la simple réparation et peut aller jusqu'à la production d'espaces publics qui incorporent les facteurs qui font que chacun s'y sent bien.

Laboratoire sur le sentiment d'insécurité :

A la croisée de multiples acteurs, de territoires et de dynamiques de participation citoyenne.

Et dans nos villes ?

A Houdeng, les ruelles que les personnes âgées doivent emprunter pour aller vers le centre ne sont pas éclairées, ce qui génère de l'angoisse.

Des tags sur les bulles de Bois-du-Luc indiquent que les gens se revendiquent de leur quartier

A Charleroi, les entrées d'appartements dégradées laissent un sentiment d'abandon et de squattage.

Le Square Léopold est une zone intermédiaire entre différents publics, quartiers mais quelles évolutions lui permettraient de jouer pleinement ce rôle ?

Des liens pas évidents entre public et privé

Dans certains cas, on se rend compte qu'il y a un décalage entre les articulations des espaces publics et des espaces privés.

Du privé au public

Dans certain cas, il semble que l'on pratique dans l'espace public des règles qui sont propres à l'espace privé.

Nous avons encore évoqué des espaces privés, les logements, dont les caractéristiques physiques rendent difficile la préservation de l'intimité familiale, par exemple en termes d'isolation acoustique. Des tensions peuvent alors survenir dans les espaces publics, qui sont le fruit d'un ressenti négatif dans l'espace privé. Les notions d'insécurité sociale peuvent également nous intéresser pour comprendre les liens entre le privé et le public. La précarité est liée au domaine privé et n'est pas directement visible. Elle peut cependant être la source de tensions qui s'expriment dans l'espace public.

Des lieux indéfinis

Certains lieux sont encore mal définis, par exemple, les entrées d'immeubles. Ils sont à la fois interface entre le domicile et la rue, mais ils sont déjà des lieux collectifs dont les règles doivent être négociées.

Du public qui fonctionne comme du privé

Nous connaissons encore des exemples d'espaces publics qui ont repris des caractéristiques propres aux espaces privés pour se réguler devant les usages problématiques qui en étaient faits.

Ainsi, nous voyons des parcs complètement fermés et grillagés, avec des horaires de fonctionnement parfois peu adaptés aux populations qui pourraient en bénéficier.

Des espaces publics à usagers uniques

Une autre réaction à des usages différenciés de l'espace public et à la compatibilité questionnée de ces usages, c'est de se reconstruire un espace public à usagers uniques. Et nous assistons alors à toutes les mesures de fermeture de rue, de vidéo surveillance. Dans ce cas, deux dangers apparaissent clairement. D'une part, l'accès à des espaces publics de qualité risque de se limiter aux personnes qui sont susceptibles de le payer et en conséquence, une exclusion de l'ensemble des autres usagers. D'autre part, un retrait du rôle de l'Etat et des institutions collectives dans la coordination des différentes populations de son territoire.

Quel rôle pour la participation ?

Nous voyons à nouveau que les problématiques soulevées ont trait aux relations qui s'établissent entre les pratiques individuelles (sens de la propreté, manière d'interagir, etc) dans des lieux communs. La spécificité de l'espace public consiste bien en ceci qu'il impose à des usages multiples de se coordonner, d'une manière ou d'une autre.

Laboratoire sur le sentiment d'insécurité :

A la croisée de multiples acteurs, de territoires et de dynamiques de participation citoyenne.

Tout le défi consiste à permettre à ces espaces de vivre harmonieusement sans qu'un type d'usage ne s'impose aux autres.

La participation, dans ce cas la mise en présence des différents acteurs qui agissent sur un territoire, doit permettre de reconstruire les règles du vivre ensemble. La plus-value participative intervient lorsque tous les usages peuvent s'exprimer dans l'élaboration de ces règles. Elle doit permettre d'éviter les cloisonnements, les tensions et les exclusions que peuvent entraîner des décisions qui n'intègrent pas l'ensemble des points de vue.

La participation doit permettre de dénouer ces relations problématiques en offrant des espaces nouveaux de discussion de ces relations.

C'est dans ce but que nous présentons un schéma qui peut permettre de définir avec davantage de précision les dimensions que souhaitent atteindre nos dispositifs. Il est évidemment incomplet dans la mesure où il n'intègre pas le rôle des institutions privées et du marché, par exemple. Cependant, nous encourageons chaque ville à s'y projeter pour éclaircir ses objectifs et ensuite améliorer l'impact de ses dispositifs.

Et dans nos villes ?

A Houdeng

Les personnes semblent reproduire en rue leurs habitudes familiales, générant une relative dégradation de l'espace public.

A Charleroi

Les immeubles des logements sociaux sont mal insonorisés, mais le bailleur estime qu'il n'a pas à intervenir dans les discussions sur l'espace public. Pourtant, le caractère public de l'intimité entraîne bien souvent des affrontements dans l'espace public lui-même.

A Amay

La commune prend le parti de concerter l'ensemble de la population pour construire des règles du vivre ensemble avant que n'apparaissent concrètement les froissements entre usagers de l'espace public.

Des relations compliquées qui créent de l'insécurité

Finalement, on se rend compte que ce sont souvent des défauts d'articulation ou de communication entre trois facteurs qui produisent l'insécurité.

Ce sont les interactions entre les pouvoirs publics, des populations et les différents espaces publics.

Laboratoire sur le sentiment d'insécurité :

A la croisée de multiples acteurs, de territoires et de dynamiques de participation citoyenne.